

CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES ET CONDITIONS D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE (CCHVC) DANS LE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE MARCHE PUBLIC DE MISE EN OEUVRE DE LA VIDEOPROTECTION SUR LE TERRITOIRE DE LA CCHVC (Article L5211-4-4 du CGCT)

Préambule

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique prévoit dans son article 65, la possibilité pour un EPCI à fiscalité propre d'intervenir dans un groupement de commandes regroupant ses ou une partie de ses membres et, alors même que l'EPCI n'est pas membre de ce groupement de commandes.

Cette loi pose diverses conditions à cette intervention. Ainsi, pour pouvoir être utilisée, cette faculté doit être prévue dans les statuts de l'EPCI, cette intervention doit être réalisée à titre gratuite, après signature d'une convention et le rôle de l'EPCI est indépendant du rôle de coordonnateur du groupement.

La mutualisation étant un axe prioritaire de l'action de la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse (CCHVC), notamment de par son rôle dans la cohésion territoriale et sa participation au développement de l'intérêt communautaire, il a été décidé de faire application de la possibilité présentée ci-dessus.

La présente convention a donc pour but et objectif de définir les modalités et conditions d'intervention de la CCHVC dans le groupement de commandes constitué par 8 de ses communes – membres à savoir les communes de Choisel, Dampierre en Yvelines, Le Mesnil Saint Denis, Levis Saint Nom, Milon la Chapelle, Saint Forget, Saint Lambert des Bois et Senlisse, et ce pour la passation et l'exécution du marché public de fournitures et de services pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC.

Ainsi, il est convenu, ce qui suit :

Entre

D'une part, la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse (CCHVC) représentée par Madame Anne GRIGNON, Présidente, dûment habilitée par délibération n° 2023.12.08 du 19 décembre 2023,

Ci- après appelée CCHVC,

Et

D'autre part, les autres membres du groupement de commandes pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur leur territoire respectif, constitué par :

- La commune de **Choisel** représentée par, *Monsieur A Seigneur*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

- La commune de **Dampierre** représentée par, *Madame V Palmer*, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du

- La commune du **Mesnil Saint Denis** représentée par, *Monsieur C Buhot*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

- La commune de **Levis Saint Nom** représentée par, *Madame A Grignon*, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du

- La commune de **Milon la Chapelle** représentée par, *Monsieur P Hamon*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

- La commune de **Saint Forget** représentée par, *Monsieur JL Jannin*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com

- La commune de **Saint Lambert des Bois** représentée par, **Monsieur O Bedouelle**, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

- La commune de **Senlisse** représentée par, **Monsieur C Benmussa**, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Ci- après appelés le groupement de commandes ou les membres du groupement de commandes,

1. Modalités d'intervention de la CCHVC dans le groupement de commandes

La CCHVC intervient dans le groupement de commandes à titre gratuit, ainsi le temps consacré à la préparation, la gestion et le suivi de cette opération par le personnel de la CCHVC ne fera l'objet d'aucune facturation au groupement de commandes. De même, il ne sera facturé au groupement de commandes aucun frais de fonctionnement.

Seuls, les frais liés à l'avis de marché seront répartis à parts égales entre les membres du groupement de commandes.

2. Rôle de la CCHVC

L'article L5211-4-4 du CGCT prévoit que dès lors où l'EPCI respecte les conditions d'intervention (gratuité, statuts et signature d'une convention), il peut se voir confier par le groupement de commandes la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres du groupement.

Dans le cadre de la présente convention, la CCHVC interviendra dans la procédure de passation du ou des marchés publics de fournitures et de services pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC, objet du groupement de commandes.

Les missions dévolues à la CCHVC sont définies dans la convention constitutive du groupement de commandes et sont ci-après détaillées :

* **Pour la procédure de passation** : La CCHVC, est chargée par le groupement de commandes de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant. À ce titre, la CCHVC doit notamment assurer les missions suivantes :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation.
- Assister les membres du groupement dans la définition de leurs besoins.
- Élaborer ou faire réaliser toutes études nécessaires à l'élaboration du dossier de consultation
- Élaborer le dossier de consultation.
- Rédiger et assurer l'envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence.
- Analyser les offres
- Convoquer, conduire et assurer le secrétariat des réunions d'analyse et d'attribution du marché
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence.
- Rédiger le rapport de présentation, signé par le coordonnateur du groupement de commandes.
- Transmettre le marché aux autorités en charge du contrôle de légalité.
- Rédiger et envoyer à la publication l'avis d'attribution.

Nota : La CCHVC reste compétente en cas d'infructuosité, de déclaration sans suite ou d'annulation des marchés, pour mener à bien la suite de la procédure d'attribution conformément aux règles applicables aux marchés publics et notamment pour relancer la procédure de consultation.

-Signer et notifier le marché, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

- Recueillir des membres du groupement les éléments d'information de la bonne exécution du marché et engager, si nécessaire, l'ensemble des procédures utiles et nécessaires pour la passation d'un ou plusieurs avenants et ce, conformément au code de la commande publique.

La CCHVC, est responsable des missions qui lui sont confiées par convention spéciale et qui sont détaillées dans la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Mandat est également donné à la CCHVC pour ester en justice pour le compte des pouvoirs adjudicateurs, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera précédée d'une demande préalable d'accord des parties à la convention.

S'agissant de la procédure de passation du ou des marchés, il est indiqué que la convention constitutive du groupement de commandes prévoit la constitution d'une commission d'appel d'offres du groupement de commandes dont la composition est définie à l'article 4 de la convention constitutive du présent groupement de commandes.

Cette commission d'appel d'offres choisit le cocontractant dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

Dans le cadre de cette intervention, il est précisé que la CCHVC, fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Elle est seule responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Mandat est également donné à la CCHVC pour ester en justice pour le compte des pouvoirs adjudicateurs, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera précédée d'une demande préalable d'accord des parties à la convention.

Comme indiqué ci-dessus, à l'issue de la procédure de passation du ou des marchés, le groupement de commandes charge la CCHVC de signer le marché et de le notifier.

*** Pour l'exécution du ou des marchés :** S'agissant de l'exécution, et comme le prévoit la convention constitutive du groupement, une fois le marché signé et notifié par la CCHVC, chaque membre s'engage à assurer la commande, assurer et suivre l'exécution du marché correspondant à ses besoins et procéder aux paiements des prestations le concernant qui seront réalisées par le(s) titulaire(s) du marché.

Cependant, s'il convient lors de l'exécution du ou des marchés de prévoir la signature d'avenant(s), et à la demande du groupement de commandes, la CCHVC aura en charge de les rédiger, et de les notifier au(x) titulaire(s) du ou des marchés. Pour ce faire, chaque membre du groupement s'engage transmettre régulièrement à la CCHVC les éléments d'information de la bonne exécution du marché, afin que celle-ci puisse engager, si nécessaire, l'ensemble des procédures utiles et nécessaires pour la passation d'un ou plusieurs avenants et ce, conformément au code de la commande publique.

De même, conformément aux dispositions de la convention constitutive du groupement de commandes, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de la bonne exécution financière du marché correspondant à ses besoins.

3. Durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour la même durée que le groupement de commandes, soit 4 ans maximum à compter de la notification du présent acte jusqu'à la notification du marché (ou des derniers marchés).

4. Modification du groupement de commandes (adhésion ou retrait d'une communes membres) ou modification de la présente convention

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement et par la CCHVC.

Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement ou toute décision de l'instance autorisée, seront notifiées à la CCHVC. La modification ne prendra effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement et la CCHVC auront approuvé les modifications.

5. Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, il sera fait appel à une mission de conciliation du Tribunal administratif de *Versailles* dans le cadre des dispositions de l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Il est rappelé que suivant l'article L.2113-7 du code de la commande publique, les acheteurs membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des opérations de passation et d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte.

Fait en 1 exemplaire,

A Dampierre en Yvelines, le 19 décembre 2023

Les membres du groupement de commandes,

Pour la commune de <i>Choisel</i> représentée par, <i>Monsieur A Seigneur</i> ,	Pour la commune de <i>Dampierre en Yvelines</i> représentée par, <i>Madame V Palmer</i> ,
Pour la commune du <i>Mesnil Saint Denis</i> représentée par, <i>Monsieur C Buhot</i> ,	Pour la commune de <i>Levis Saint Nom</i> représentée par, <i>Madame A Grignon</i> ,
Pour la commune de <i>Milon la Chapelle</i> représentée par, <i>Monsieur P Hamon</i> ,	Pour la commune de <i>Saint Forget</i> représentée par, <i>Monsieur JL Jannin</i> ,
Pour la commune de <i>Saint Lambert des Bois</i> représentée par, <i>Monsieur O Bedouelle</i> ,	Pour la commune de <i>Senlis</i> représentée par, <i>Monsieur C Benmussa</i> ,

Pour la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse, agissant en qualité de coordinateur du groupement et représentée par Madame *A. GRIGNON*,



Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com